LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA CONTRIBUTION DÉTERMINÉE AU NIVEAU NATIONAL DU SÉNÉGAL

Fiche d'information

www.oxfam.org

OXFAM

FICHE D'INFORMATION – NOVEMBRE 2023

Le présent document d'information analyse le degré d'appropriation et d'enracinement des plans nationaux sur le climat au sein de la société civile sénégalaise, afin d'identifier des pistes qui permettraient d'améliorer cet ancrage local à la fois dans la mise en œuvre de la CDN actuelle mais également dans son processus de révision. Le terme « société civile » inclut ici les ONG et les plateformes d'ONG, les organisations communautaires, les peuples autochtones, les organisations sectorielles, les détenteurs de droits indépendants, les mouvements, les organisations de jeunesse et de défense des droits des femmes – qui ont fait l'objet d'une attention particulière au cours de la présente étude.

Le rapport cherche à i) aboutir à une vision détaillée du degré de participation et d'inclusion de la société civile dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des plans climat du Sénégal ; ii) à identifier les contraintes ayant pu limiter la participation de la société civile, ou à l'inverse les facteurs ayant favorisé cette participation ; et iii) à dégager et formuler des recommandations dans la perspective d'une meilleure inclusion de la société civile dans la mise en œuvre de la présente CDN du Sénégal d'ici sa prochaine actualisation, ainsi que dans l'élaboration de sa version révisée.

© Oxfam International novembre 2023

Ce document d'information a été rédigé par :

Estelle Briot et Alice Leroy de Altai Consulting

Responsable de recherche : Mohamadou Fadel Diop.

Edition: Thialy Faye, Marame Diop, Khady Seck Diop, Mohamadou Fadel Diop.

Equipe technique : Oxfam au Sénégal

Oxfam remercie Abdou Salam Thiam, Albert Yéra Boubane, Issaka Ouandaogo, Oulimata Barry, Khar Ndiaye, Stephanie Smith, Geneviève Edith Ndiaye, les membres de l'équipe d'Oxfam au Sénégal, les acteurs étatiques ainsi que les acteurs non étatiques qui ont participé à la réalisation de ce document.

Copy editing: Filogis Traduction

Graphisme et design : Assane Diop

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Photo de couverture : Mamadou Sow, activiste au cours de la caravane « Tambours battant vers la COP27 » organisée par Oxfam au Sénégal et ses partenaires.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

CONTEXTE

Le Sénégal, comme de nombreux pays, est affecté par les changements climatiques, provoquant notamment une hausse des températures, une baisse de la pluviométrie, une élévation du niveau de la mer, etc. Face à la nécessité d'action, le pays a établi différents plans nationaux, dont sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) en 2020, afin de définir sa contribution à l'Accord de Paris sur le Climat, en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

La question de la participation de la société civile aux processus d'élaboration et au suivi de la mise en œuvre des plans nationaux sur le climat est clé afin de s'assurer que ces ambitions soient à la fois acceptables pour les populations et, au-delà, qu'elles s'inscrivent dans une trajectoire de développement durable bénéfique à l'ensemble des acteurs de la société sénégalaise. En effet, la CDN prévoit des transformations significatives des systèmes en place à l'échelle des territoires, qui peuvent conduire à des bouleversements si elles ne sont pas bien préparées. C'est également le rôle de la société civile d'être en mesure de se mobiliser, notamment à travers du plaidoyer, pour participer à une forme de contrôle de l'action étatique en matière de politique climatique.

La présente étude confiée par Oxfam à Altai Consulting vise à évaluer le degré d'appropriation et d'enracinement de la CDN – et des plans nationaux sur le climat qui en découlent – au sein

de la société civile sénégalaise, afin d'identifier des pistes qui permettraient d'améliorer cet ancrage local à la fois dans la mise en œuvre et le suivi de la CDN actuelle, mais également dans son prochain processus de révision.

RÔLE PRÉVU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La représentation de la société civile dans le processus de CDN, et de suivi de la politique climat du pays de manière plus générale, est prévue de manière institutionnelle à travers le Comité national sur les changements climatiques (COMNACC), qui rassemble des représentants des organisations professionnelles, des ONG locales et internationales, des élus locaux et des universitaires. Le décret de 2011 portant organisation du COMNACC prévoit la représentation de 16 organisations de la société civile et sa présidence tournante est actuellement assurée par ENDA Energie, l'une des principales organisations de la société civile au Sénégal active sur les questions liées aux changements climatiques.

Les COMRECC, qui déclinent à l'échelle territoriale le modèle du COMNACC et incluent notamment les collectivités locales, ont un rôle essentiel à jouer dans l'ancrage territorial des plans nationaux sur le climat. Des organisations intervenant notamment à l'échelle locale comme le Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD) ou le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) ont également participé à des processus consultatifs, à travers les COMRECC ou en dehors, visant à s'adresser à l'échelle communautaire. Ces structures ont été mobilisées pour animer des formations et tenir des consultations, notamment à destination des organisations communautaires de base dans le cadre d'études de vulnérabilité réalisées à l'échelle des territoires dans le cadre de l'élaboration des plans nationaux d'adaptation (PNA) sectoriels.

CONTRIBUTION EFFECTIVE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le rôle des organisations de la société civile dans l'élaboration de la CDN actuelle du Sénégal, leur niveau de consultation dans le processus, ou leur participation à la mise en œuvre de la CDN et de ses plans associés, restent peu explicites.

Les entretiens menés par Altai Consulting ainsi que les contributions recueillies via un sondage en ligne ont eu pour objectif de contribuer à clarifier cette dimension. La large majorité des 50 répondants au sondage en ligne appartient à la société civile – y compris organisations professionnelles, associations locales, de défense des droits des jeunes et des femmes, organisations communautaires de base, etc. – et les répondants sont issus de 12 des 14 régions du Sénégal.

Les données collectées mettent en évidence que le rôle et le niveau de consultation des organisations de la société civile dans le processus d'élaboration de l'actuelle CDN est variable, mais généralement limité, résultant en une compréhension souvent faible de la démarche par la société civile. L'étude met en lumière une connaissance limitée de la CDN, tant sur son processus d'élaboration/révision et son contenu, que des instruments politiques/législatifs/institutionnels qui lui sont associés. Peu d'acteurs ont été associés de manière significative tout au long du

processus. Les répondants semblent néanmoins avoir été intégrés de façon plus diversifiée dans la mise en œuvre de la CDN, essentiellement lors d'activités de sensibilisation ou dans des instances régionales de travail. In fine, si certains estiment que la participation de la société civile a beaucoup progressé dans les dernières années, la large majorité juge que le niveau atteint est encore insuffisant.

Les barrières à l'appropriation des enjeux évoquées réfèrent à différents enjeux tels que le manque de connaissances générales sur les effets du changement climatique tel qu'évoqués mais également à la méconnaissance des processus, objectifs et interlocuteurs de la CDN, impliquant que de nombreux acteurs de la société civile sont rarement conscients de contribuer à sa mise en œuvre même si cela est le cas. Le manque de transparence sur les indicateurs de suivi et les résultats obtenus limite également l'appropriation des enjeux par les communautés. Enfin, certains groupes sociaux tels que les femmes et les jeunes sont insuffisamment associés à la démarche et devraient faire l'objet de consultations ciblées.

L'étude met également en évidence une implication très limitée, voire inexistante, des organisations communautaires de base. Les enceintes de coordination et d'action sont centrées en pratique sur un nombre restreint d'organisations « phares » conviées aux ateliers, qui sont le plus souvent organisés en français et reflètent une centralisation des discussions et des décisions à Dakar. Les organisations de base souffrent enfin d'un manque de moyens d'actions, leur degré de structuration ne leur permettant pas d'accéder à des financements de bailleurs – incluant les financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ou du Fonds Vert Climat (FVC). Ce manque de structuration est également un facteur limitant de leur consultation et révèle aussi parfois des organisations peu actives et encore trop peu organisées entre elles, ajoutant à l'impression de confusion et de foisonnement des initiatives.

MÉTHODOLOGIE ADOPTÉE

Une **revue documentaire approfondie** a été conduite par Altai. Au-delà des documents stratégiques fournis par Oxfam, cette revue a inclus des éléments de littérature produits par des institutions de recherche, des ONG et autres sources pertinentes documentant les processus d'élaboration / révision / suivi des CDN, en Afrique et au Sénégal. Altai a cherché à élargir le champ de réflexion afin de mieux appréhender les éléments et processus déjà existants au Sénégal et ailleurs, notamment en termes de meilleures pratiques d'inclusion, pour définir des référentiels pour l'analyse. La liste des documents consultés est disponible en annexe 4.4.

Dans le cadre de cette étude, Altai a cherché à mobiliser des **méthodes mixtes de collecte de données.** À la suite de l'atelier de lancement, Altai a pris contact avec les interlocuteurs pertinents identifiés conjointement avec Oxfam, au sein de plusieurs catégories d'acteurs : autorités gouvernementales, partenaires internationaux, organisations de la société civile, secteur privé, etc. Au total, Altai a conduit des entretiens individuels approfondis avec 26 acteurs (la liste est disponible en annexe 4.1) entre mi-septembre et mi-novembre 2023.

En parallèle, afin d'élargir les consultations, un **sondage en ligne** a été diffusé à un public

large, comprenant des OSC, OCB, associations locales, organisations professionnelles, etc. Au total, 50 contributions spontanées ont été reçues via ce mécanisme, et analysées par Altai. La trame du sondage en ligne est disponible en annexe 4.3.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations formulées dans cette étude visent à identifier des axes de travail qui permettrait d'améliorer l'inclusivité de la société civile dans les processus d'élaboration, de suivi et de mise en œuvre de la CDN du Sénégal. Elles s'adressent à la fois i) aux représentants de la société civile et notamment aux organisations faitières ou aux grandes ONG nationales qui disposent souvent des réseaux, des compétences et de moyens d'action substantiels ; ii) à l'ensemble des acteurs de la gouvernance climatique au Sénégal qui bénéficieraient collectivement d'une meilleure inclusion de la société civile dans ces processus. Elles s'articulent autour de deux axes principaux et sont détaillées en section 3.3 :

- **Renforcer les capacités de la société civile à s'approprier les enjeux climat au Sénégal**
    - Améliorer l'information et la formation sur les enjeux climatiques, en renforçant les moyens des organisations faitières et des organisations intervenant dans les territoires pour diffuser les expériences locales des changements climatiques et les solutions.
    - Améliorer la remontée des initiatives de la société civile sénégalaise grâce à une cartographie dynamique afin de nourrir la comptabilisation des actions d'adaptation (surtout) et d'atténuation de l'Etat sénégalais pour remplir les objectifs prévus dans sa CDN et de mettre en valeur les actions locales.
    - Faciliter l'accès aux financements climat des organisations faitières ou des ONG/OSC de taille moyenne intervenant au Sénégal, en les aidant à se conformer aux exigences des bailleurs mobilisés sur la thématique.
    - Créer des instances de concertation dédiées à la société civile, ou capitaliser sur des espaces existants, pour établir des stratégies de plaidoyer collectives, échanger et produire de la connaissance.
    - Favoriser la participation de la société civile sénégalaise aux instances internationales telles que les COP, en assurant sa représentativité (territoires, groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes).
    - Renforcer les connexions des OSC sénégalaises aux réseaux internationaux intervenant dans le cadre de la gouvernance climatique mondiale.

- **Renforcer la participation de la société civile aux processus consultatifs**

    - Décentraliser les processus de consultation à l'échelle territoriale pour en renforcer l'inclusivité, tout en s'appuyant sur quelques structures clés fédératrices.
    - Créer des instances locales d'échange et d'apprentissage sur les changements climatiques.
    - Donner des moyens d'action aux enceintes dédiées aux processus de consultation des politiques climat dont la CDN (COMNACC et COMRECC).
    - Améliorer la communication et la transparence autour du système de suivi-évaluation pour le volet adaptation de la CDN, afin de faciliter le rapportage des OSC sur leur contribution à la mise en œuvre de la CDN.
    - Continuer à renforcer la prise en compte des changements climatiques dans les cursus scolaires, afin de sensibiliser les futurs citoyens.

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des organisations ou vous rendre sur www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
KEDV (www.kedv.org.tr)

OXFAM au Sénégal
171, Rue MZ 210 Fenêtre Mermoz | BP 7200 | Dakar, Sénégal
Tel: (+221) 33 869 02 99